



Déclaration liminaire – CTSD du 28/01/2021

Mme l'Inspectrice d'Académie,

Nous nous retrouvons ce jour pour la répartition des moyens dans le département. Les principales mesures budgétaires actées au plan national vont dégrader les conditions d'enseignement dans le second degré : l'UNSA Éducation dénonçait déjà ces choix l'an passé. Les moyens prévus ne feront qu'accentuer la mise sous tension des établissements. La suppression de 54 postes et leur compensation partielle par emplois en HSA est un choix qui complexifie l'organisation des établissements, fait obstacle au fonctionnement des collectifs pédagogiques, ajoute de la pression pour tous les personnels surchargés et à la limite de la rupture. Nous avons à ce sujet lancé plusieurs alertes, restées d'ailleurs sans réponse.

Une telle approche nie la réalité des défis éducatifs et pédagogiques qui se seront encore accrus après plus d'une année de scolarité impactée par la pandémie de la Covid 19. Elle entérine les carences du système en matière de formation à la mise en œuvre du principe de laïcité mettant ainsi en évidence le fossé entre les propos fermes sur la laïcité et les moyens dédiés effectivement sur le terrain pour faire vivre ce principe. Elle refuse les moyens nécessaires à l'accompagnement des élèves qui en ont le plus besoin. Cette carte scolaire vient accentuer la crise des moyens du second degré, déjà très affaibli par les cartes scolaires précédentes. L'organisation des établissements ne relève plus du défi mais des renoncements à l'essentiel. Les principaux acteurs que sont les personnels et les élèves n'ont aucune autre issue que de subir cette dégradation au détriment de leurs conditions de travail pour les premiers et d'apprentissage pour les seconds. Cela se traduit par des DGH insuffisantes pour abonder correctement tous les besoins, soutenir les sections sportives ou autres, dédoubler les classes en langue, en sciences, enseigner le latin avec plusieurs niveaux réunis ou plus du tout de latin, une seule seconde langue proposée au lieu de

deux, des heures de FLE insuffisantes pour des enfants de migrants qui, ironie scandaleuse, ne peuvent apprendre correctement la langue française à l'école de la République et verront leurs possibilités de formation professionnelle trop souvent réduite à néant. Des effectifs dans les classes indignes de nos élèves et des personnels : l'augmentation est en complète contradiction avec une quelconque bienveillance...Par conséquent, les personnels se retrouvent de plus en plus en sous service, travaillent sur deux, trois établissements, sur des niveaux collège et lycée : cette dégradation nuit gravement à leur santé, cela doit cesser et surtout s'améliorer vite. Le recours aux contractuels n'est pas plus réjouissant, il devient bien trop souvent la règle. L'UNSA Education rappelle son souhait de faire des embauches statutaires sur liste complémentaire.

Dans le 1^{er} degré la carte scolaire à zéro ne permettra pas l'amélioration des conditions d'enseignement. En effet, la mise à l'arrêt par l'exécutif du travail sur la structuration du tissu scolaire depuis 2017, empêche de réorienter les marges dégagées par la baisse démographique. De même les enfants de moins de trois ans doivent être pris en compte dans les effectifs. Chaque élève présent à l'école doit pouvoir bénéficier d'une prise en charge de qualité.

Les écoles connaissent des besoins importants même s'ils sont moins visibles immédiatement que les classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école. Sur ce point, nous rappelons qu'à la rentrée 2021, le régime des décharges doit être amélioré. Tous les moyens nécessaires doivent donc être consacrés, d'une part à la consolidation des décharges précédemment prévues pour les écoles de 1 à 3 classes et d'autre part aux augmentations des régimes de décharges actuels. C'est le sens des engagements pris par le ministre, l'Unsa-Education sera vigilante à ce que ce soit bien le cas et est également disponible pour travailler à l'organisation concrète de ces décharges dans les départements.

Par ailleurs d'autres champs, depuis trop longtemps mis en tension, voire parfois délaissés et dégradés, devront également trouver des réponses dans le contexte de ces dotations. Il est temps que la tendance s'inverse concernant les RASED qui ont

été fragilisés ces dernières années alors qu'ils jouent un rôle très important dans le traitement de la grande difficulté, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché avant tout les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages. Il est également indispensable de renforcer le nombre des enseignants référents et de dégager les moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL. Nous comprenons que des dispositifs permettant d'accompagner au plus près les élèves qui relèvent du handicap, les AESH soient nécessaires. Mais ce qui est proposé ne satisfera pas ces besoins et va un peu plus malmené ces personnels qui n'en n'ont pas besoin. Comment coordonner sans moyens ? C'est impossible....Nous rappelons que les AESH indispensables à l'école inclusive attendent toujours leur revalorisation, une vraie reconnaissance de leur compétences. Une gestion plus humaine doit se mettre en place, des embauches doivent être faites rapidement.

D'autres domaines appellent eux aussi une réaction. Ils ont, depuis trop longtemps, été ignorés : c'est notamment le cas de la sous-administration de notre ministère. La surcharge de travail pour les personnels a atteint les limites du supportable et si rien n'est fait pour apporter une réponse, les ambitions du ministère en matière d'amélioration de la gestion des ressources humaines, pourtant affichées comme une priorité, seront d'emblée obérées par la réalité. Les doutes qui planent sur la pérennité de leurs postes avec une restructuration inquiétante ne font qu'aggraver les choses. Il manque des heures et des postes administratifs que ce soit dans les établissements ou à la DSDEN.

Pour la vision globale que promeut l'UNSA Éducation, notre système est également gravement fragilisé par son sous-investissement des missions accomplies par les personnels sociaux et de santé. Force est de constater que les professionnels de santé notamment ne veulent plus venir travailler à l'Éducation nationale. Un état critique a été atteint, à tel point que seule une véritable revalorisation de leurs métiers et de leurs conditions de travail pourrait inverser la tendance. La crise sanitaire n'a que pu mettre en exergue les besoins criants dans ce secteur malmené depuis trop longtemps. Nous demandons à ce que soient donnés des moyens à la médecine scolaire et à la médecine de prévention.

En dernier lieu, l'UNSA Éducation est également demandeuse de perspectives pour donner à l'École les outils de sa réussite, notamment en donnant aux établissements les moyens d'être complètement des lieux de vie et d'éducation globale en renforçant les vies scolaires. D'année en année, des heures sont grignotées trop discrètement. Ce qui aboutit naturellement à de vraies suppressions de postes. Ces personnels nous ont prouvé leur professionnalisme mais ils ne peuvent compenser éternellement la dégradation des moyens Dans un établissement, la vie scolaire est un pivot indispensable. Il est urgent de la préserver et de la développer. Les AED, les CPE doivent être mieux reconnus mais surtout revalorisés.

Enfin, le projet de loi de décentralisation, différenciation et déconcentration et à présent décomplexification dite loi 4D prévoit le transfert de la « médecine scolaire » aux départements et évoque pour les adjoints gestionnaires des collèges et lycées une autorité « conjointe » du chef d'établissement et de la collectivité. Cela provoque des inquiétudes fortes et une colère légitime des personnels concernés et des équipes. Nous le réaffirmons, il est possible d'améliorer le fonctionnement des établissements et les relations avec les collectivités mais la décentralisation des personnels n'est pas une voie qui le permet.

Ayons de l'ambition pour l'école de la république !

Nous vous remercions de votre attention.

Intervention de Mmes Laurent et Palhol pour l'UNSA Éducation